Traduire et faire traduire, un acte politique

Par *Julie Tirard*

Soit *x*, le livre d'une autrice noire transgenre homosexuelle et *y*, un traducteur blanc cisgenre hétérosexuel, combien de temps s'écoulera-t-il avant que *z*, la frange féminazie de la profession, ne brûle *f(x)*, la traduction, sur un bûcher. Question bonus : est-il possible de dissocier *y* de *f(x)*, et donc de critiquer *f(x)* sans que *y* ne le prenne personnellement ? Vous avez deux heures.

Berührungsängste. La peur de traduire un texte et de se voir reprocher le fait même d'avoir accepté de le traduire.

Le débat autour de la légitimité à traduire certains textes est si intéressant qu'il mériterait largement l'organisation d'une table-ronde post-confinement. Si beaucoup y ont pensé, personne ne l'a (encore) fait. Il faudrait prévoir d'écarter couteaux et objets contondants, vider les verres d'eau à l'avance, préparer défibrillateurs et bouteilles d'oxygène, allouer un budget pour une cellule d'écoute psychologique… Je caricature, bien sûr, mais nous l'avons tous et toutes constaté : les réactions sont très vives lorsque l'on pose la question de la légitimé à tout traduire.

Ce débat me passionne, et je ne me lasse pas d'interroger mes collègues sur le sujet dès que j'en ai l'occasion. Je tiens donc à remercier Aurélie Maurin et Jürgen Jakob Becker de m'avoir invitée à écrire un article sur le sujet en cette fin d'année.

La peur d'y toucher, donc. À ce texte qui pourrait alimenter votre compte en banque pour trois mois. Que vous avez peut-être vous-même proposé à une maison d'édition, convaincu·e de l'importance de lui faire passer les frontières. Celui qui traite d'une situation d'oppression qui vous concerne plus ou moins (soyons honnête, plutôt moins que plus, mais vous connaissez un tas de personnes concernées qui seront prêtes à vous relire et/ou répondre à vos interrogations, donc ça ira). Ce texte qui, depuis que la question de la légitimité a été publiquement posée dans les milieux littéraires – est-on légitime à tout écrire (et, *a fortiori*, tout traduire ?) –, vous donne des sueurs froides. Vous préparez déjà les réponses aux attaques, vous vous rassurez la nuit sur votre légitimé à traduire cette parole, prenez des exemples de traductions excellentes réalisées par des traducteurs et traductrices qui n'étaient pas concerné·es par l'oppression subie par les personnages principaux et/ou l'auteur·ice du texte, et que personne n'oserait pour autant remettre en cause. Vous vivez déjà dans la peur qu'un jour, à une foire du livre, en sortant des toilettes, quelqu'un vous saute dessus en criant COMMENT AS-TU OSÉ ? Quelqu'un de l'autre *team*.



Membre anonyme de la *team 2*

Car la question de la légitimité à traduire divise le monde de la traduction en deux *teams* : celle qui pense qu'on peut tout traduire, et celle qui pense que non.

Celles et ceux qui me connaissent n'attendront pas longtemps avant de me ranger dans la *team 2*, celle qui, à la Foire du livre de Francfort, guette l'arrivée des traducteurs blancs cisgenres hétérosexuels traduisant des livres de femmes racisées et/ou des essais féministes pour leur faire peur. Eh bien, c'est peut-être le moment de les surprendre…

Avant tout chose, commençons par regarder de plus près ce qui se joue au moment où une traductrice dit : « moi je ne pense pas qu'on peut tout traduire », et qu'une autre lui répond « mais bien sûr que si », le visage écarlate. Qu'entendre dans les claquements de porte ?

Ce débat a une fâcheuse tendance à immédiatement virer à l'attaque personnelle. Il a à peine le temps d'exister. Pourquoi ? Parce qu'affirmer qu'une personne ne serait pas légitime à traduire un texte, c'est finalement, entre les lignes, douter de la qualité de la traduction qu'elle pourrait en faire, donc de son travail, donc de son professionnalisme. Je comprends la colère. Il serait en effet présomptueux de dire à quelqu'un : « je n'ai pas lu ta traduction, tu ne l'as peut-être même pas commencée, mais j'affirme d'ores et déjà qu'elle ne sera pas bonne. »

Aïe. Car cela nous oblige à une rapide digression : qu'est-ce qu'une *bonne* traduction ?

Absence de faux sens, d'approximations, attachement au rythme, à la poésie, aux figures de style, au registre de langue, attention particulière portée à l'ancrage dans une époque, une région, précision dans le choix des termes, surtout lorsqu'il s'agit d'un texte scientifique, philosophique, historique… Cela en fait, des cases à cocher ! Tâche ardue, impossible à dire vrai. Tout traducteur, toute traductrice, aussi bon soit-ielle, vous le dira : traduire, c'est choisir.

Alors comment nous y prenons-nous ? Nous pouvons tout d'abord compter sur nos collègues, car il faut bien le dire, nous adorons réfléchir aux problèmes de traduction des autres. Ensuite, nous pouvons contacter l'auteur ou l'autrice du texte naturellement, s'ielle n'est pas mort·e et s'ielle est sympa. Lui expliquer la situation, vérifier avec elle/lui s'ielle privilégierait ici la rime ou le sens, ou même lui proposer de choisir parmi plusieurs solutions approchantes. Si l'auteur·ice du texte n'est pas disponible, nous pouvons nous tourner vers l'éditeur·ice pour qui l'on traduit. Après

tout, c'est elle/lui qui a choisi d'investir (généralement à perte) dans la traduction de ce livre, et de vous en confier la traduction. Ielle aura sûrement un avis sur ce qu'ielle considérera être une bonne traduction du texte et quelles cases vous devriez cocher en priorité.

En résumé, nous nous accordons toutes et tous sur le fait que la traduction parfaite n'existe pas, et que plusieurs outils sont mis à notre disposition pour faire le meilleur travail possible. Alors pourquoi existe-t-il un groupe d'irréductibles prêt à sauter à la gorge de gentil·les collègues au sujet d'une traduction qui ne serait pas la bienvenue ?

Peut-être parce qu'on oublie trop souvent la quatrième actrice de cette belle aventure qu'est la traduction d'un ouvrage : la lectrice (la majorité des lecteurs étant des lectrices, j'utiliserai le féminin générique ici). On pense souvent à son portefeuille, mais on oublie peut-être trop souvent qu'elle a aussi des attentes. Et je me demande si dans la *team 2*, plus que les traducteurs et traductrices, ce sont les lecteurs et lectrices qui s'expriment.

Imaginons un lecteur français familier de la langue allemande découvrant les poèmes d'Hölderlin. Touché, il rêve de partager son émotion avec ses proches, qui eux n'ont aucune notion d'allemand. Il se procure une traduction, excellente, qui ne fait aucun contre-sens et qui utilise le français de l'époque contemporaine d'Hölderlin, mais cette traduction ne s'est attachée qu'à rendre le sens. La délicatesse des vers, le rythme n'y sont pas. Déception. Ce lecteur aurait sans doute préféré une traduction qui se détache légèrement du sens pour retranscrire la beauté induite par la forme.

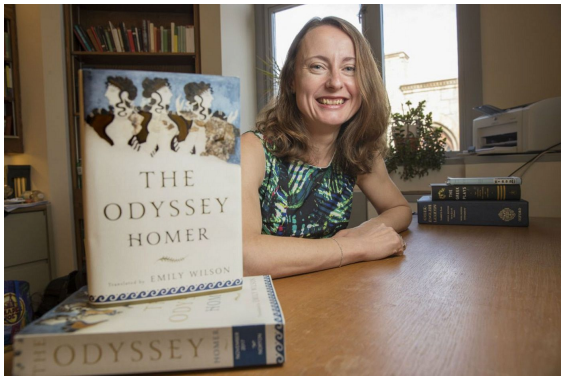
Maintenant imaginons une jeune militante qui n'aurait pas le niveau suffisant pour lire en anglais son autrice féministe américaine préférée. Celle-ci achète sa traduction et remarque qu'elle est signée d'un homme blanc cisgenre. Elle ne doute pas une seconde de la connaissance de la langue anglaise du traducteur, ni de son probable intérêt pour le sujet, mais elle ne peut pas fermer les yeux sur le fait que les mots qu'elle s'apprête à lire seront les mots qu'un homme aura choisi, un homme qui, même s'il est marié à une militante féministe, même s'il ne vit qu'entouré de militantes féministes, même s'il milite peut-être lui-même dans des associations féministes, ne saura jamais ce qu'implique être une femme dans une société patriarcale en termes de ressenti.

Si les lectrices sont rarement conscientes d'être en train de lire une traduction (ce qui est un autre problème, j'y reviendrai plus tard), les traducteurs et traductrices, par contre, n'achètent pas un livre sans regarder s'il s'agit d'une traduction. Je pense ainsi que la colère de certain·es vis-à-vis de la décision de leurs collègues quant à traduire certains textes en particulier, est avant tout l'expression d'une frustration de lectrice (militante, engagée, ou simplement consciente des rouages du système oppresseur dans lequel nous vivons).

Cette traductrice-lectrice sait par ailleurs que l'histoire regorge de traductions qui ont (sciemment ou non) tronqué, adapté, séduit des textes qui remettaient en cause ce système oppresseur. Prenons comme exemple la publication aux États-Unis, en 1953, du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, dans une traduction d'un professeur émérite, Howard M. Parshley, qui s'était autorisé malheureusement de nombreuses coupes…

En 2020, il est peu probable qu'on se permette encore ce genre de choses. Mais même

si les traducteur·ices et éditeur·ices qui les reliront (si suffisamment de temps et budget ielles ont) affichent les meilleures intentions du monde, il est une chose contre laquelle ielles ne pourront rien : les biais inconscients qui régissent nos actions. Ces biais liés à notre genre, classe sociale, culture, tranche d'âge, etc. Des biais qu'il ne sert à rien de combattre et dont nous avons toutes et tous conscience puisqu'il est un autre point sur lequel nous nous accordons au sein de la profession : une traduction est toujours une lecture subjective d'un texte. Par essence, une traduction ne peut donc pas être objective.



Emily Wilson et sa traduction de *L'Odyssée* d'Homère
©Michael Bryant / STAFF

Emily Wilson, qui a publié en 2018 une nouvelle traduction de *L'Odyssée* d'Homère, déclarait dans une interview pour la Chicago Review of Books : « I think we should aim not to be "unbiased," but to be responsible, and that involves being as conscious as possible about our biases and preferences (…). It's been unsurprising that many people have asked me about how my gender identity (as a cis-gendered woman) affects my translation of the *Odyssey*. It's also unsurprising, but highly problematic, that hardly anyone (except me, so far!) seems to ask male classical translators how their gender affects their work. (…) [U]nexamined biases can lead to some seriously problematic and questionable choices (such as, in that instance, translating rape as if it were the same as consensual sex). »

Il est communément admis qu'on « perd » toujours quelque chose en traduisant. De mon côté, je pense fermement qu'au contraire, réfléchir à ses propres biais permet de « gagner » beaucoup grâce à la traduction.

Sur son blog, Aude Sécheret, la traductrice de *Jouir*, un essai de la canadienne Sarah Barmak publié aux éditions Zones, déclarait l'an dernier : « Je propose qu'on réserve aux traductrices la traduction des œuvres féministes écrites par des femmes. » Aude Sécheret semble clairement faire partie de la *team 2*. Dans ce post passionnant, elle prend le temps de justifier un choix de traduction : « certaines ne peuvent pas toucher leur sexe avec leurs propres mains » pour « some can't touch themselves », plutôt que « certaines ne peuvent pas se toucher » ou encore « certaines ne peuvent pas se masturber » comme le lui suggérait un ami, collègue, et excellent-par-ailleurs traducteur homme. Pourquoi ce choix ? Parce qu'elle est persuadée que c'est bien « toucher avec leurs mains » qu'a voulu dire Sarah Barmak. Parce que Aude Sécheret, comme Sarah Barmak, sait que petites filles nous avons été éduquées dans l'idée que la vulve, c'est sale, et que tout au long de leur vie, beaucoup de femmes éviteront de toucher leur vulve, en se masturbant à l'aide d'un objet ou en gardant leur culotte par exemple (ou en ne se masturbant pas du tout), en se lavant à l'aide d'un gant plutôt qu'avec la main, en utilisant des serviettes hygiéniques plutôt que des coupes

menstruelles, etc. Aude Sécheret estime que « pour des problématiques de ce type, une traductrice percevra ce genre de nuances avec davantage d'immédiateté et de précision que ne le ferait un traducteur, même très bon », et je la rejoins totalement. Je ne sais pas néanmoins si l'on peut affirmer que toutes les traductrices auraient perçu cette nuance, car parmi nos collègues femmes se trouvent, d'une part, des femmes transgenres, et, d'autre part, sans doute des femmes qui n'ont jamais réfléchi au rapport qu'elles entretiennent avec leur vulve, mais en tout cas je suis d'accord pour affirmer que confier un texte comme *Jouir* à un traducteur cisgenre n'aurait pas été un choix très intéressant, pour lui peut-être, mais pas pour les milliers de lectrices qui attendaient l'ouvrage avec impatience. Traduire par « certaines ne peuvent pas se masturber » n'aurait pas été faux, la traduction n'aura pas été *mauvaise*, mais grâce à cette mise en perspective que seule une traductrice qui a réfléchi à ces automatismes peut avoir, les lectrices en ressortent gagnantes, et la cause féministe aussi.



https://www.editions-zones.fr/livres/jouir/:
https://www.editions-zones.fr/livres/jouir/

Parce que les livres politiques et/ou militants peuvent générer de fortes émotions, des engagements, et faire bouger des lignes (pour le meilleur ou pour le pire, là n'est pas la question), il en va de même pour leur traduction. Et parce qu'ielle est maître des mots qui seront lus, le traducteur/la traductrice porte une lourde responsabilité dans ce qu'ielle s'apprête à transmettre. Il me semble ainsi naïf – voire irresponsable – de croire que dans ces cas-là, une traduction ne serait qu'un simple passage d'une langue à une autre.

J'entends et comprends celleux qui disent qu'il serait ridicule de décréter qu'à partir de maintenant, seules des traducteur·ices ayant un handicap auront le droit de traduire des auteur·ices ayant un handicap, que seules des traducteur·ices noires auront le droit de traduire des auteur·ices noires, ou encore que seules des traducteur·ices

transgenres auront le droit de traduire des auteur·ices transgenres. Déjà parce qu'étant posé que la traduction est une lecture subjective, il peut exister plusieurs traductions d'une même œuvre (au théâtre c'est monnaie courante), et donc, chacun·e est – théoriquement – libre de (re)traduire qui ielle veut (on mentionnera néanmoins qu'il existe en littérature une règle tacite qui vous empêche de traduire l'auteur·ice d'un·e collègue sans lui demander son accord au préalable, et on rappellera que les lectrices anglophones du *Deuxième Sexe* ont dû attendre près de trente ans entre le moment où les premières voix se sont élevées contre la traduction de 1953 et la parution d'une nouvelle traduction en 2009). Ensuite parce que nombreux·ses sont les auteurs et autrices appartenant à une minorité opprimée satisfait·es des traductions de leurs œuvres réalisé·es par des traducteur·ices n'étant pas issu·es de leur communauté.

J'ai identifié deux colères depuis le début de cet article : celle de voir la qualité de son travail remis en question, et celle de la traductrice-lectrice vis-à-vis de ses attentes. Un troisième thème vient doucement se dessiner ici. Et c'est peut-être cette troisième colère qui nous fera nous réconcilier, du moins je l'espère.

Je crois que pour beaucoup, la question de leur légitimité à traduire ne vient pas seulement faire planer le doute sur leur professionnalisme, elle vient aussi remettre en cause leurs aspirations altruistes et humanistes. Faire mention de nos incontournables biais, c'est finalement dire : « même sans le vouloir, à un moment donné, tu vas très certainement trahir le texte et son auteur·ice ». Or, ça, pour le traducteur passionné, la traductrice qui passe des jours entiers à chercher le terme idoine qui alliera précision, justesse et sonorité, qui s'instruira des heures durant sur un sujet, afin d'être au plus près de l'intention de son auteur·ice, c'est insupportable à entendre. Et à nouveau tout à fait compréhensible.

Ce qu'il faut entendre dans cette colère, me semble-t-il, c'est l'idée qu'il n'est pas nécessaire de ségréguer la profession pour exprimer son soutien à des groupes de population. À quoi la *team 2* répondra qu'il n'est pas très cohérent de prétendre aspirer à une société plus juste et plus égalitaire, tout en ne s'étonnant pas une seconde qu'aux Assises de la traduction, lors de séminaires, en résidence ou encore au sein de nos *Stammtisch*, les traducteurs et traductrices non blanc·ches, par exemple, se comptent sur les doigts d'une main.

Voilà. Enfin, nous touchons au cœur du problème.

Si je refuse de m'associer à l'une de ces deux *teams*, c'est parce que pour moi, le débat est ailleurs.

La vraie question que je souhaite me poser en tant qu'être humain, et donc en tant qu'autrice et traductrice, puisque mon métier consiste à dire le monde – le mien et celui d'une autre personne – avec mes mots, c'est : comment puis-je être une bonne alliée ?

« Dans le monde militant, une personne alliée est une personne qui ne subit pas une oppression mais qui va s'associer aux personnes qui en sont victimes pour

combattre ensemble le système. Cette définition est la définition classique de < l'allié.e > et recouvre ainsi tous les domaines de lutte et militants qui existent. Que cette lutte soit contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie ou autre, la personne alliée est celle qui ne vit pas les discriminations mais qui en a conscience et souhaite mettre des choses en place pour les combattre. » (Définition que je trouve très juste, trouvée sur ce site).



Kiffe ta race, excellent podcast pour Blanc·ches allié·es https://www.binge.audio/podcast/kiffetarace/: https://www.binge.audio/podcast/kiffetarace/

Comme nous l'apprennent un bon nombre d'articles et de podcasts sur le sujet, pour être un·e bon·ne allié·e, il est nécessaire de commencer par s'interroger sur ses propres privilèges, afin de prendre conscience de sa position dans le système oppresseur dont nous faisons tous et toutes partie (que nous le cautionnions ou pas). En tant que traducteur·ice, cela nous permettra de nous interroger sur les motivations d'un éditeur ou d'une éditrice à « faire » un livre, d'anticiper les potentielles attentes des lectrices, et de mieux cerner les enjeux d'un texte.

Ensuite, l'allié·e doit apprendre à se taire. En tant qu'allié·e nous n'avons qu'une vision théorique de ce que peut être l'oppression vécue au quotidien, et depuis toujours, par celles et ceux que nous soutenons. Il est donc nécessaire d'être dans une position d'apprenant·e, une position qui durera toute notre vie. Car au final, peu importe le nombre de livres, de podcasts, de documentaires que je consulterai, je ne saurai jamais ce que c'est qu'être non blanche par exemple.

Mais comment faire quand, comme Agnès Jaoui, « je crois à l'influence immense des images, et d'autant plus quand nous n'en avons pas forcément conscience » et me refuse ainsi, en tant qu'autrice, à continuer d'écrire des histoires d'amour entre personnes blanches cisgenres hétérosexuelles pour laisser plus de place aux minorités opprimées que je souhaite défendre, si je ne m'autorise pas à prendre la parole au nom de celleux que j'aimerais plus souvent voir sur le devant de la scène, c'est-à-dire si je refuse de faire parler des personnages issues de ces minorités ? Comment faire, en tant que traductrice, si je m'interdis de traduire ces mêmes livres que j'aimerais faire lire à mes proches pour leur donner envie de lutter contre le sexisme, le racisme, la transphobie, l'homophobie, le validisme ?

Le discours d'Agnès Jaoui lors de la troisième édition des Assises pour l'égalité, la

parité et la diversité dans le cinéma et l'audiovisuel
https://www.youtube.com/embed/uwcJxMfBQEI

Pour moi, la réponse est dans le collectif. L'alliance, justement.

Il me semble que plutôt que de nous écharper entre collègues, nous aurions tout intérêt à nous tourner, ensemble, vers les maisons d'édition, pour interroger, ensemble, nos éditeur·ices sur les raisons pour lesquelles ielles confient tel projet à tel traducteur·ice, pour nous interroger, ensemble, sur l'homogénéité qui caractérise notre profession.

La question de la légitimité est une question excluante. Quelqu'un est assis sur une chaise et on lui demande de laisser la place à quelqu'un d'autre. Mais pourquoi ne pourrait-on pas être assis·es à deux sur cette chaise ? Chacun·e une fesse. Pourquoi faudrait-il choisir entre traduire seul·e ou ne pas traduire du tout ? Et si c'était l'occasion d'arrêter de se contenter de demander à nos ami·es femmes, non blanc·ches, queer, ayant un handicap, de nous relire (dans l'intérêt du texte) en sachant très bien que seul notre nom apparaîtra dans le livre, mais qu'on travaillait à ce qu'ils et elles se sentent les bienvenu·es dans notre profession ?

« La légitimité ne paie pas le loyer » écrit ma collègue Stéphanie Lux dans son texte, et elle a bien raison : peu d'entre nous peuvent se payer le luxe de refuser une traduction et/ou de se froisser avec une maison d'édition, parce que ce métier est extrêmement précaire : aucune visibilité sur l'année qui vient, des revenus très faibles, la menace permanente que tout s'arrête.

Continuons d'accepter les traductions qu'on nous confie, continuons de porter en maison des projets qui nous tiennent à cœur en tant qu'allié·es, mais ne le faisons plus sans nous poser de questions. Alertons les éditeurs et éditrices sur le sujet, faisons connaître la profession auprès de minorités qui ne se sentent pas légitimes à se lancer, parlons avec les auteur·ices pour profiter du passage dans une autre langue pour « augmenter » leur texte plutôt que de simplement y coller, travaillons ensemble.

https://giphy.com/embed/3oge7Ve0gmIOhJkhOg

J'ai intitulé ce texte « traduire et faire traduire, un acte politique ».

Traduire, un acte politique, parce qu'il me semble qu'on ne peut pas se cacher plus longtemps derrière l'image d'Épinal du passeur de l'ombre. Comme tout artiste (oui, le traducteur/la traductrice littéraire est un·e artiste, nous cotisons à la caisse d'assurance maladie et de retraite des artistes, nous touchons des droits d'auteurs, nous sommes donc des artistes), notre travail est le partage de *notre* vision du monde, que nous le voulions ou non. Nous avons ainsi une responsabilité, dont il serait bon de prendre conscience à défaut, un jour peut-être, de pouvoir pleinement l'assumer.

Faire traduire, un acte politique, parce que je pense qu'en continuant d'invisibiliser les traducteur·ices, en mettant leur nom en tout petit en quatrième de couverture ou à l'intérieur du livre, en ne les mentionnant jamais lorsque des extraits de leurs traductions sont lus ou cités en radio, à la télé, en refusant que plus d'un nom apparaisse sur le contrat de traduction, voire même à l'intérieur du livre en guise de remerciement, on continue de faire croire que la traduction littéraire est une prestation

de service. Que celle-ci est objective. Or, si le nom du traducteur/de la traductrice était systématiquement en couverture des ouvrages, je peux imaginer que les maisons d'édition réfléchiraient davantage au moment du choix du traducteur ou de la traductrice, que ces-derniers réfléchiraient davantage avant de se lancer également, et qu'il y aurait davantage de cohérence entre les motivations à faire un livre et le choix de celui ou celle qui trouvera les bons mots pour le faire vivre.

#Queer, #Gender, #Feminismus



©Chloé Desnoyers

Après avoir dirigé le théâtre l'Art en Scène à Avignon où elle monta sa première pièce, **Julie Tirard** s'installe à Berlin en 2013 afin de se consacrer à l'écriture. D'abord copywriter et journaliste indépendante (pour le magazine européen Café Babel notamment), elle co-fonde en 2016 le magazine en ligne féministe Girlshood avant de se tourner vers la traduction de romans, essais et pièces de théâtre d'autrices contemporaines germanophones. Elle est elle-même l'autrice de plusieurs romans et pièces de théâtre.

Dies ist ein automatisch generiertes PDF der Webseite www.toledo-programm.de. TOLEDO ist ein Programm des Deutschen Übersetzerfonds.
https://www.toledo-programm.de/talks/1510/traduire-et-faire-traduire-un-acte-politique
Veröffentlichungsdatum: 18.12.2020

Stand: 29.03.2024
Alle Rechte vorbehalten.